

## ***FICHE D'INFORMATION***

### **BURUNDI**

#### **Le système statistique national**

##### **Cadre institutionnel**

##### ***Nature et composition du système***

Le système statistique national (SSN) du Burundi est un système décentralisé mais non intégré, constitué d'unités indépendantes entre elles. Le noyau central du système est constitué par l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

L'ISTEEBU est une «administration personnalisée» créée par le décret n° 100/033 du 23 février 1990 et dotée de la personnalité juridique, d'un patrimoine et d'une autonomie de gestion. Il est placé sous la tutelle du Ministre chargé du Plan. La gestion est confiée à un Directeur assisté d'un Directeur Adjoint sous le contrôle d'un Conseil d'administration de sept membres.

L'ISTEEBU a pour missions de collecter, centraliser, traiter et diffuser les statistiques nécessaires à l'élaboration et à la conduite des politiques économiques et sociales de l'Etat d'une part, à l'information et à la prise de décisions des entreprises publiques et privées et de la société civile d'autre part. Il est chargé de la production d'une grande partie des statistiques macroéconomiques courantes, des grandes enquêtes auprès des ménages et des entreprises et des recensements généraux de la population. Enfin, il est chargé d'assurer la coordination technique du système statistique national.

En mars 2003, l'ISTEEBU comptait un effectif de 123 agents ainsi répartis : 6 Ingénieurs des travaux statistiques, 9 autres cadres A (dont 1 mathématicien, 4 économistes et 1 Ingénieur agronome) et 108 autres salariés dont 28 cadres moyens (Adjoints techniques de la statistique). On ne trouve dans l'effectif ni d'Ingénieur statisticien économiste, ni de démographe, ni d'informaticien.

Pour l'année 2002, le budget de fonctionnement accordé était de 117,9 millions de Francs Burundais. Si on y ajoute les 20 millions de Francs Burundais du Budget extraordinaire d'investissement et d'autres produits, on arrive à un montant total de recettes de 143,6 millions de Francs Burundais. Le montant total des dépenses en 2002 s'élève à 143 millions de Francs Burundais.

Outre l'ISTEEBU, le système statistique national du Burundi comprend les services statistiques créés au sein des ministères et de certains organismes publics ou parapublics. Ces services collectent, traitent et diffusent les statistiques sectorielles relevant de leurs compétences. Les principaux sont situés au sein des ministères en charge des secteurs suivants : éducation, santé, agriculture, et emploi. Ils comptent en général très peu de statisticiens en leur sein et disposent de moyens matériels et financiers très limités. La balance des paiements et les statistiques monétaires sont établies par la Banque de la République du Burundi (BRB) tandis que les statistiques de finances publiques le sont par les services du Ministère des finances.

### ***Textes législatifs et réglementaires***

Il n'existe pas de loi statistique au Burundi.

### ***Coordination des activités statistiques***

Il n'existe pas de structure formelle de coordination des activités statistiques au Burundi.

### ***Association nationale de statisticiens***

Il n'existe pas d'association nationale de statisticiens au Burundi.

### ***Appartenance à des organisations internationales ayant des activités statistiques***

A l'instar des autres pays d'Afrique subsahariennes, le Burundi est membre de plusieurs organisations internationales, régionales et sous-régionales. Parmi celles qui mènent régulièrement des activités statistiques, citons : l'Organisation des Nations unies et sa branche régionale, la Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et la COMESA (Common Market of Eastern and Southern Africa /Marché commun de l'Afrique orientale et australe).

### ***Participation à des programmes plurinationaux***

L'ISTEEBU participe aux activités statistiques des organisations dont est membre le Burundi et aux programmes mis en place par celles-ci.

L'ISTEEBU participe au Programme de comparaison internationale des prix (PCI).

En ce qui concerne le Système Général de Diffusion des Données du Fonds monétaire international (SGDD), le Burundi n'y a pas encore adhéré.

### ***Rapports d'activités***

L'ISTEEBU rédige des rapports d'activités annuels. Le dernier date de mars 2004 et porte sur l'année 2003.

### **Production statistique**

La production du système statistique national est peu diversifiée et irrégulière. Elle souffre de lacunes en terme de quantité, de qualité, de couverture, d'analyse et de diffusion, notamment en raison de l'insuffisance des ressources humaines, matérielles et financières mises à disposition par l'Etat. Les recensements et les grandes enquêtes par sondage sont généralement financés par les bailleurs de fond extérieurs qui ne coordonnent pas toujours leurs interventions au risque de créer des doubles emplois sources de gaspillages. L'insuffisance, voire l'absence de la coordination statistique se traduit, dans certains cas, par la production de statistiques non comparables sur un même domaine ou dans le temps à cause souvent de l'utilisation de concepts, définitions, nomenclatures et méthodes différents. Par ailleurs beaucoup de statistiques produites le sont à un niveau de désagrégation insuffisant pour les besoins de l'analyse et des politiques de décentralisation.

L'accent mis sur la lutte contre la pauvreté qui est maintenant au centre des politiques de développement dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne engendre une nouvelle demande en données statistiques à laquelle le système statistique national a beaucoup de difficultés à répondre.

### **Evaluation du système statistique national**

Le Burundi dispose depuis novembre 2003 d'un Document Intérimaire de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DISRP). L'élaboration de ce document a mis à nu les lacunes de la production statistique et les faiblesses du système statistique national qu'on peut caractériser par :

- *l'absence d'une législation statistique*

Comme on l'a vu plus haut il n'existe pas de loi statistique au Burundi.

- *l'insuffisance de la coordination statistique*

Il n'existe aucune structure formelle de coordination générale du système statistique national et l'ISTEEBU ne dispose pas de l'autorité morale suffisante pour assurer correctement ce rôle. L'élaboration d'une loi statistique et de ses textes d'application s'avère tout à fait nécessaire.

- *l'insuffisance qualitative et quantitative des données produites au regard des exigences de la demande,*
- *l'insuffisance de l'analyse et de l'utilisation des données,*
- *l'absence d'une politique des ressources humaines pour pallier l'insuffisance du nombre de statisticiens qualifié et offrir des conditions de travail et des plans de carrière attractifs.*

## **La gestion stratégique du système statistique national**

### **Expérience en matière d'élaboration de stratégies**

#### ***Expériences antérieures***

Le Burundi fait partie des nombreux pays d'Afrique subsaharienne qui n'ont jamais élaboré et mis en oeuvre un Schéma directeur de la statistique bien que des programmes statistiques sectoriels à court ou moyen terme aient été élaborés dans le passé. Pourtant la nécessité d'inscrire le développement de la statistique dans le cadre des politiques et programmes nationaux de développement est maintenant reconnue.

Depuis une quinzaine d'années, plusieurs audits du système statistique national ont été réalisés. Parmi les plus récentes on peut citer la mission d'un expert d'AFRISTAT en juillet-août 2001 qui a élaboré un document intitulé : «Rapport d'évaluation du système statistique du Burundi et proposition d'un mécanisme d'élaboration d'un programme statistique» Cette mission financée par la Banque mondiale a été suivie en mars 2003 d'une mission d'un autre expert d'AFRISTAT financée cette fois-ci par la France. La mission effectuée dans le cadre

du Projet d'Appui à la Rénovation de la Gestion Economique et Financière (PARGEF) était chargée d'une part de mettre à jour le diagnostic fait en 2001, et d'autre part de «permettre d'élaborer des propositions en vue d'apporter des éléments pour l'élaboration du volet statistique du projet consacré au renforcement des capacités du système statistique national et particulièrement de l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU)». Outre la mise à jour du diagnostic, la mission a élaboré un programme à court et moyen terme pour le renforcement des capacités statistiques au Burundi. Parmi les actions proposées au titre du renforcement institutionnel, figure la préparation d'un « programme statistique national à moyen terme selon une approche participative impliquant tous les acteurs nationaux du système statistique et les bailleurs de fonds et adopté par le Gouvernement comme cadre légal de planification et de coordination des activités statistiques».

### *Situation actuelle et perspectives*

La réhabilitation et le développement du système statistique national burundais préoccupent depuis plusieurs années le Gouvernement et les bailleurs de fonds. Ces derniers, notamment la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Union européenne et la France ont déjà apporté des appuis substantiels ou s'appêtent à le faire prochainement. Le DSRP a été adopté en novembre 2002. De bonnes perspectives s'ouvrent donc pour le lancement du processus d'élaboration d'un programme à moyen terme de développement statistique du Burundi.

### *Soutiens attendus de PARIS21*

Le financement de l'élaboration d'un programme à moyen terme de développement statistique ne devrait pas poser de problème particulier. Par contre, la faiblesse des ressources humaines dans le domaine statistique nécessite une expertise extérieure. Le plaidoyer auprès des autorités nationales, la fourniture d'une documentation sur les stratégies nationales de développement statistique et la participation à des échanges d'expériences avec d'autres pays africains devraient contribuer au succès du processus d'élaboration du programme de développement statistique du Burundi. La préparation par PARIS21 d'un programme régional africain d'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies nationales de développement statistique a été bien accueillie par l'ISTEEBU qui est prête à y participer activement.